

82^e rencontre du Comité national de concertation BIM

COMPTE RENDU

Tenue le jeudi 26 janvier 2017, à 9 h,
à la GRICS, 5100, rue Sherbrooke Est, salle 2.65, Montréal

Sont présentes :

M ^{me} Chantal Caron En remplacement de M ^{me} Josée Henley	C. s. des Portages-de-l'Outaouais Région de l'Outaouais
M ^{me} Brigitte Carrier	C. s. des Îles Région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
M ^{me} Diane Collin	C. s. des Samares Région de Laval–Laurentides–Lanaudière
M ^{me} Maryse Clements En remplacement de M ^{me} Manon Couturier	C. s. du Fer Région de la Côte-Nord
M ^{me} Michèle Drapeau	Directrice des services pédagogiques et de l'évaluation GRICS
M ^{me} Linda Drouin	Direction de la formation générale des jeunes Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)
M ^{me} Patricia Trudeau En remplacement de M ^{me} Stéfanie Rabouin	C. s. des Patriotes Région de la Montérégie
M ^{me} Dany Grégoire	C. s. des Hauts-Cantons Région de l'Estrie
M ^{me} Marie-Claude Huberdeau	C. s. Marguerite-Bourgeoys Région de Montréal
M ^{me} Mélanie Ledoux Secrétaire du Comité	Chef d'équipe BIM-FGJ GRICS
M ^{me} Brigitte Provençal Présidente du Comité	C. s. des Découvreurs Région de Québec–Chaudière–Appalaches
M ^{me} Jasmine Rochette	C. s. des Bois-Francs Région de la Mauricie–Centre-du-Québec
M ^{me} Chantale Simard	C. s. du Pays-des-Bleuets Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean
M ^{me} Bianca Tremblay	C. s. de la Baie-James Région de l'Abitibi–Témiscamingue–Nord-du-Québec

M^{me} Brigitte Provençal et M^{me} Michèle Drapeau souhaitent la bienvenue à toutes les représentantes participant à cette rencontre. Elles accueillent M^{me} Patricia Trudeau, de la Commission scolaire des Patriotes, représentante substitut de la région de la Montérégie, en remplacement de M^{me} Cindy Dubuc. M^{me} Provençal suggère que les membres du Comité profitent de cette occasion pour faire un tour de table, afin que chacune se présente.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

M^{me} Provençal présente l'ordre du jour, qui est adopté par l'ensemble des membres du Comité.

1. Adoption de l'ordre du jour
 - Approbation du compte rendu de la rencontre du 26 septembre 2016
2. Échanges avec la représentante du Ministère (M^{me} Linda Drouin) – en visioconférence
3. Paramètres d'élaboration
 - 3.1 Français – suivi de la consultation
 - 3.2 Monde contemporain
4. Épreuves de reprise d'Histoire (HEC, HQC) : 3^e et 4^e secondaire (2017, 2018 et 2019)
5. Épreuve de Français de 1^{re} secondaire (*Un choix : une aventure*, juin, diffusion 2016)
6. Plan de travail 2016-2017 (diffusion 2018) [doc.]
 - 6.1 Levée de confidentialité, automne 2016
 - 6.2 Projets non comblés au secondaire (Français, Mathématique, Géographie, Science et technologie)
 - 6.3 Validation : attribution et mandats non comblés [doc.]
7. Plan de travail 2017-2018 (diffusion 2019)
 - 7.1 Recherche d'équipes d'élaboration
 - 7.2 Confirmation du plan de travail
8. RREALS et diffusion des épreuves issues de la collaboration avec BIM
9. Nouveau site BIM (présentation et recherche de volontaires pour le pilotage)
10. Échange et partage en lien avec l'évaluation
11. Autre(s) sujet(s)
12. Date de la prochaine rencontre du Comité : 11 mai 2017

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 26 SEPTEMBRE 2016

M^{me} Mélanie Ledoux présente le compte rendu de la rencontre du 26 septembre 2016. Dans l'ensemble, le compte rendu est jugé conforme et il est accepté par les membres du Comité.

2. ÉCHANGES AVEC LA REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE (M^{ME} LINDA DROUIN) – EN VISIOCONFÉRENCE

M^{me} Linda Drouin présente quelques points d'information aux membres du Comité. En premier lieu, elle explique avoir discuté avec M^{me} Drapeau de préoccupations partagées au Ministère et au sein de l'équipe BIM au regard de la sécurisation des épreuves. M^{me} Drapeau lui a partagé les communiqués émis par BIM à l'automne 2016 au regard de la confidentialité des épreuves et des pratiques suggérées, qu'elle a trouvé intéressants, dans une perspective de rappel d'information. Elle indique que le Ministère et BIM travailleront de pair dans ce dossier. Elle explique qu'un comité interne au Ministère a mené des travaux depuis l'automne et que l'équipe est en attente de décisions des autorités quant à ses recommandations, en prévision des opérations de distribution et de passation de 2017.

Interrogée quant au fait que l'épreuve prototype d'Histoire de 3^e secondaire proposée en juin 2018 sera une nouvelle épreuve ou une révision de celle utilisée lors des deux années précédentes, M^{me} Drouin suggère de valider l'information et d'effectuer un suivi auprès de l'équipe BIM. Pour ce qui est des épreuves facultatives de 4^e secondaire de juin 2018, pour Histoire et éducation à la citoyenneté (HEC) et Histoire du Québec et du Canada (HQC), M^{me} Drouin explique qu'une date unique de passation sera prévue, dans une perspective de confidentialité des épreuves. Comme le Ministère ne proposera pas d'épreuve de reprise pour HEC, ni en 2017 ni en 2018, et comme ce cours sera offert pour la dernière fois en 2017-2018, M^{me} Provençal demande s'il serait possible d'être autorisé à réutiliser des épreuves ministérielles d'années antérieures. M^{me} Drouin suggère de formuler cette demande à la Sanction des études. Enfin, M^{me} Provençal formule une demande voulant qu'un avis soit envoyé aux responsables de la sanction des commissions scolaires lorsque de nouveaux documents sont déposés sur le site du Ministère.

3. PARAMÈTRES D'ÉLABORATION

3.1 FRANÇAIS – SUIVI DE LA CONSULTATION

M^{me} Ledoux rappelle les trois propositions formulées à la rencontre de septembre en vue de revoir les paramètres d'épreuves de Français d'août de 5^e secondaire, en réponse au besoin lié aux élèves qui font l'épreuve sans suivre le cours :

1. Remettre aux élèves le recueil de textes une semaine avant la passation de l'épreuve pour lecture à la maison. Garder le même nombre de questions que pour la session de juin. Cette avenue octroie tout de même des conditions de passation différentes en juin et en août. Un questionnement quant à la possibilité d'apporter le recueil en juin également est à prévoir.
2. Scinder le recueil de textes en deux, afin de permettre aux élèves de lire 60 % des textes à la maison et 40 % lors de la passation de l'épreuve (les pourcentages pourraient varier : 70, 30 ou 75, 25). Ajuster le nombre de questions en conséquence (maximum de 12 questions) pour respecter le temps de passation, qui est de 2 h 30. Cette avenue fait en sorte que les épreuves de juin et d'août ne sont pas équivalentes au regard des conditions de passation et du nombre de questions.
3. Scinder le recueil de textes en deux, afin de permettre aux élèves de lire 60 % des textes à la maison et 40 % lors de la passation de l'épreuve (les pourcentages pourraient varier : 70, 30 ou 75, 25). Ajouter 30 minutes au blocage horaire (3 h plutôt que 2 h 30). Cette avenue fait en sorte que les épreuves de juin et d'août ne sont pas équivalentes au regard des conditions de passation, mais le sont pour ce qui a trait au nombre de questions. Le Comité avait convenu de consulter les commissions scolaires en vue d'orienter la décision.

En suivi à la rencontre de septembre et à la consultation régionale convenue, M^{me} Ledoux indique avoir reçu la réponse de la représentante de l'Outaouais, M^{me} Josée Henley, qui favorise la première option, soit le maintien de la structure actuelle, avec la possibilité de remettre le recueil de textes à l'avance. M^{mes} Maryse Clements, Jasmine Rochette et Diane Collin abondent dans le même sens. M^{me} Collin précise toutefois que la possibilité de remettre le recueil de textes à l'avance ne s'appliquerait qu'aux épreuves d'août; en juin, tout devrait s'effectuer en classe. M^{me} Chantale Simard réitère que la structure actuelle de l'épreuve convient, dans sa région. M^{me} Marie-Claude Huberdeau exprime pour sa part que le modèle développé localement (recueil scindé en deux parties, comme dans la deuxième proposition) s'avère satisfaisant, bien que le fait de permettre d'apporter le recueil de textes à la maison soulève différentes problématiques liées à l'équité et à la confidentialité. Elle ajoute par contre ne pas avoir la confirmation des deux autres commissions scolaires de sa région à cet effet. M^{me} Bianca Tremblay exprime qu'une seule commission scolaire de sa région a répondu en faveur des deuxième et troisième options, puisque la remise des textes était jugée problématique. M^{me} Brigitte Carrier propose le *statu quo* et suggère de poursuivre la réflexion. M^{me} Rochette suggère qu'un sondage structuré, à remplir en ligne, pourrait permettre de documenter les pratiques de juin et d'août, d'exposer les problématiques et de déterminer une orientation à retenir. Les membres du Comité appuient l'idée de ce sondage plus exhaustif et conviennent de son envoi avant la rencontre de mai 2017.

3.2 MONDE CONTEMPORAIN

Au sujet des paramètres pour les épreuves de Monde contemporain, en suivi à la rencontre de septembre, M^{me} Ledoux confirme que les deux parties d'épreuves seront indépendantes. Elle présente toutefois des préoccupations soulevées par la conseillère d'Univers social de l'équipe BIM. Dans le contexte où il a été confirmé par le Ministère que le cours d'Éducation financière serait implanté dès 2017-2018 et considérant qu'il y aurait un impact possible sur Monde contemporain (offert à raison de quatre ou deux unités, avec un choix local des thèmes abordés, dans le dernier cas), la structure de l'épreuve et les paramètres proposés sont remis en question. L'équipe d'élaboration de l'épreuve à diffuser en 2018 mettra cette épreuve à l'essai dans sa forme actuelle en juin 2017, mais cette formule risque de ne plus être d'actualité au moment de sa diffusion.

Les membres du Comité échantent quant aux scénarios envisagés pour ces cours (réactions des milieux, scénarios quant aux thèmes, semestrialisation : impact sur l'admission au cégep et sur le mouvement d'élèves, etc.). M^{me} Provençal propose de maintenir le *statu quo* quant aux paramètres d'élaboration d'épreuves de Monde contemporain, dans le contexte actuel; à la lumière de l'information à venir, une consultation des commissions scolaires pourrait être envisagée dans la perspective de revoir ces derniers. Elle indique enfin qu'une rencontre des directeurs généraux et de la table en éducation CETREQ est prévue le 3 février 2017.

4. ÉPREUVES DE REPRISE D'HISTOIRE (HEC, HQC) : 3^E ET 4^E SECONDAIRE (2017, 2018 ET 2019)

Dans le contexte de changement de programme et de la production d'épreuves ministérielles de juin, M^{me} Ledoux interroge les membres du Comité quant à leurs besoins d'épreuves du mois d'août.

Pour la 3^e secondaire, après un tour de table, il appert que peu de commissions scolaires offriraient cette possibilité de reprise à l'été. Les membres du Comité discutent de préoccupations financières liées à l'offre de cours d'été, et de l'avenir de ces derniers. Le Comité convient de la nécessité de sonder le besoin d'épreuves de reprise de 3^e secondaire auprès des commissions scolaires (à inclure dans le sondage Web structuré). Au plan de travail, il est convenu que l'épreuve de juin 2017 soit maintenue en juin (plutôt que versée en août), et de retirer la projection d'une épreuve de juin en 2020, compte tenu de la production ministérielle attendue. Pour ce qui est de l'épreuve d'août 2019, une décision sera prise à la lumière de l'information à venir de la part des commissions scolaires.

Pour la 4^e secondaire, dans l'attente du retour de l'épreuve unique ministérielle, les membres du Comité conviennent du besoin d'une épreuve de reprise pour le cours HQC en 2018 et 2019. Ce projet sera ajouté au plan de travail. Pour HEC, une demande d'autorisation d'utilisation d'épreuves antérieures sera formulée à la Sanction des études par les commissions scolaires.

5. ÉPREUVE DE FRANÇAIS DE 1^{RE} SECONDAIRE (*UN CHOIX : UNE AVENTURE, JUIN, DIFFUSION 2016*)

M^{me} Ledoux rappelle la situation partagée à l'automne 2016 par courriel avec les membres du Comité au sujet de cette épreuve. Les membres du Comité ont communiqué cette information aux directions des services éducatifs des commissions scolaires de leur région. Après échange à ce sujet, les membres du Comité conviennent que la situation entourant cette épreuve ne semble pas requérir davantage de suivi ou d'action.

6. PLAN DE TRAVAIL 2016-2017 (DIFFUSION 2018) [DOC.]

6.1 LEVÉE DE CONFIDENTIALITÉ, AUTOMNE 2016

M^{me} Ledoux explique que la levée de confidentialité a eu lieu comme prévu à l'automne 2016, selon les procédures établies (courriel d'annonce aux administrateurs incluant les titres d'épreuves à lever, levée, courriel de nouveautés aux utilisateurs, selon les décisions locales). Elle précise que trois épreuves de Mathématique dont le statut de confidentialité devait être levé ont toutefois été prolongées jusqu'à l'automne 2017, à la demande du secteur anglophone. Ces trois épreuves d'août, issues de la collaboration avec le secteur anglophone, sont les suivantes :

Le voyage de pêche (3^e secondaire, C1, 2013), *MAT-300.F03* (C2, 2013), *CST-500.F03* (C2, 2013). M^{me} Ledoux informe les membres du Comité que le dernier exercice de levée de confidentialité a permis de constater la présence d'une épreuve qui est demeurée dans la partie réservée, alors que son statut aurait dû être levé, soit *Créer un ensemble de géométrie magnétique* (Mathématique, 3^e année du primaire, 2012). Les membres du Comité conviennent de la levée immédiate du statut de confidentialité de cette épreuve, comme elle date d'un certain nombre d'années, et que chaque commission scolaire pourrait choisir de la retenir.

6.2 PROJETS NON COMBLÉS AU SECONDAIRE (FRANÇAIS, MATHÉMATIQUE, GÉOGRAPHIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE)

M^{me} Ledoux nomme les projets d'épreuves à élaborer en 2016-2017 (diffusion 2018) qui n'ont pas encore trouvé d'équipe d'élaboration et elle apporte certaines précisions :

- Mathématique, 5^e secondaire, TS (C2), août
- Mathématique, 5^e secondaire, TS (C1), août
- Mathématique, 5^e secondaire, SN (C1), août
- Français, 1^{re} secondaire (C1 et C2), août
- Géographie, 1^{re} secondaire, juin
- Physique, 5^e secondaire, août
- ST/ATS, 4^e secondaire, épreuve pratique, juin
- Chimie, 5^e secondaire, épreuve théorique, juin

Faisant ressortir le fait que plusieurs des projets qui ne sont pas comblés sont des épreuves d'août, M^{me} Drapeau interroge les membres du Comité quant au besoin que représentent ces épreuves et à l'intérêt des équipes régionales à prendre ces mandats. Comme soulevé précédemment dans la rencontre, le Comité convient de la nécessité et de l'importance de sonder les commissions scolaires, afin d'avoir un meilleur portrait du besoin réel d'épreuves du mois d'août prévues au plan de travail. M^{me} Patricia Trudeau exprime toutefois l'idée qu'une consultation des besoins quant aux épreuves d'août qui serait effectuée cette année ne témoignerait pas nécessairement des besoins des années à venir, dans le contexte de réflexion actuel entourant la gratuité scolaire et l'offre de cours d'été.

Le Comité analyse le plan de travail en considérant les projets non comblés. De manière générale, il est convenu de ne pas reporter les projets aux années à venir, dans l'attente des résultats du sondage des commissions scolaires.

Pour le Français, M^{me} Provençal indique qu'elle vérifiera la possibilité d'élaborer au sein de sa commission scolaire, dans l'optique d'une mise à l'essai en septembre.

Pour la Mathématique, M^{me} Ledoux explique qu'il serait possible de proposer un tronc commun entre l'épreuve de SN déjà en élaboration et l'épreuve de TS à élaborer, comme le fait le Ministère. L'équipe d'élaboration recherchée n'aurait alors qu'à élaborer environ 5 questions et à mettre à l'essai cette épreuve. M^{me} Provençal s'interroge quant à la possibilité de tronc commun entre les épreuves de 4^e et 5^e secondaire de SN et TS. M^{me} Drapeau note l'idée et indique que le conseiller de Mathématique de l'équipe BIM en discutera avec M^{me} Anne Dupont, nouvelle responsable des épreuves de cette discipline au Ministère.

M^{me} Drapeau explique que le conseiller de Science de l'équipe BIM est absent, et que l'équipe de la région du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui avait pris les mandats des épreuves pratiques (ST/ATS, 4^e secondaire) et de Chimie se trouve en manque de ressources spécialisées pour mener ces derniers, raisons pour lesquelles ces projets se retrouvent maintenant parmi ceux à combler. En l'absence d'une ressource BIM pour cette discipline, l'accompagnement d'équipes d'élaboration ne s'avère par ailleurs pas possible dans l'immédiat. Pour ce qui a trait aux épreuves pratiques (ST/ATS), le Comité convient que l'intention et le besoin de départ étaient de proposer des modèles aux commissions scolaires; l'impact de ne pas diffuser en 2018 serait conséquemment jugé moindre. Comme l'épreuve de Physique de reprise (août) toucherait peu d'élèves, la possibilité de transférer en août l'épreuve de juin *PHY-500.F05*, dont la levée est prévue en 2017, pourrait, pour sa part, être considérée. La possibilité de prolonger le statut de confidentialité de l'épreuve *CHI-500.F10* (juin) pourra aussi être considérée, afin de pallier l'absence d'une nouvelle épreuve.

6.3 VALIDATION : ATTRIBUTION ET MANDATS NON COMBLÉS [DOC.]

M^{me} Ledoux remet un document qui présente l'attribution des mandats de validation et fait ressortir les projets pour lesquels aucune équipe ne s'est jusqu'à maintenant manifestée. Elle explique que cette étape du processus (validation théorique au regard des encadrements ministériels) ne requiert la participation que d'un conseiller pédagogique et d'un enseignant, si possible, dans le cadre d'une journée de travail. Quelques mandats vacants sont acceptés par les membres du Comité. Il est convenu que le document de recherche d'équipes d'élaboration et de validation sera mis à jour et retourné aux membres du Comité, afin qu'ils effectuent une nouvelle relance régionale.

7. PLAN DE TRAVAIL 2017-2018 (DIFFUSION 2019)

7.1 RECHERCHE D'ÉQUIPES D'ÉLABORATION

ET

7.2 CONFIRMATION DU PLAN DE TRAVAIL

Dans l'attente de la consultation des commissions scolaires quant aux besoins et priorités de développement, les membres du Comité conviennent de ne pas modifier les projections pour le plan de travail de 2017-2018 (diffusion 2019), à l'exception des épreuves d'Univers social mentionnées. M^{me} Ledoux passe en revue les plans de travail du primaire et du secondaire, en mentionnant les projets pour lesquels des équipes d'élaboration ont déjà manifesté leur intérêt. Certaines équipes d'élaboration sont confirmées, alors que des validations demeurent à obtenir pour d'autres. Les documents pour lancer l'opération de recherche d'équipes d'élaboration seront envoyés par courriel aux membres du Comité en vue de combler le plan de travail avant la rencontre de mai. Les opérations touchant la recherche d'équipes pour l'élaboration et la validation des épreuves à diffuser en 2018 primeront, cependant.

8. RREALS ET DIFFUSION DES ÉPREUVES ISSUES DE LA COLLABORATION AVEC BIM

En suivi à la rencontre du Comité de septembre 2016, M^{me} Drapeau rappelle la participation de M^{me} Provençal à la rencontre du RREALS du 14 octobre 2016 afin de présenter la demande selon laquelle les épreuves BIM ne soient plus diffusées que dans BIM en ligne, tout en reconnaissant le mandat d'élaboration à titre de mandat officiel pour RREALS. M^{me} Drapeau explique que M^{me} Lisa Vachon, présidente du RREALS, l'a ensuite jointe pour lui faire part de la réponse du RREALS. Après vote, il appert que les membres du RREALS acceptent de ne plus diffuser les épreuves sur leur site sécurisé. Toutefois, comme les mandats issus de collaborations ne seraient plus rendus disponibles à l'ensemble de leurs membres (dont une commission scolaire non abonnée à BIM), ils refusent de reconnaître à titre de mandat officiel l'élaboration conjointe d'épreuves BIM. Selon M^{me} Vachon, cette décision ne devrait pas avoir d'impact sur le maintien de collaborations à venir. Néanmoins, les commentaires émis par des conseillers pédagogiques à l'équipe BIM laissent entendre que le fait que le mandat ne soit plus reconnu pourrait compromettre de futures collaborations avec BIM, compte tenu de la charge de travail. M^{me} Drapeau interroge les membres du Comité à ce sujet. M^{me} Dany Grégoire soulève que le fait que certains membres du RREALS ne soient pas conseillers pédagogiques, mais plutôt enseignants ou enseignants-ressources fait en sorte que la question des collaborations ne constituait pas un enjeu, puisqu'il n'y avait alors déjà pas de collaboration. M^{me} Huberdeau explique

que cet état de situation aura un impact sur la collaboration de sa commission scolaire, compte tenu de la charge de travail du conseiller pédagogique de cette discipline. Elle explique que la participation au RREALS et à ses rencontres est un lieu d'information important et qu'il n'est pas envisagé de ne plus y participer. Elle ajoute que certaines commissions scolaires ne sont, quant à elles, pas membres du RREALS. M^{me} Provençal réitère le fait que le besoin d'épreuves, donc de collaborations, demeurera. M^{me} Simard suggère que la situation sera gérée à la discrétion de chacune des commissions scolaires. M^{me} Drapeau rappelle l'importance de diversifier les équipes de collaboration afin d'éviter un essoufflement des ressources.

9. NOUVEAU SITE BIM (PRÉSENTATION ET RECHERCHE DE VOLONTAIRES POUR LE PILOTAGE)

M^{mes} Nathalie Tremblay, gestionnaire de produits, Josée Lalonde, propriétaire de produits, de la GRICS, présentent le nouvel outil de gestion des épreuves qui remplacera BIM en ligne : moteur de recherche, recherche par mots-clés, pastilles d'identification des compétences, téléchargement des fichiers, note de confidentialité lors du téléchargement, information de transition vers le nouveau site, etc. M^{me} Tremblay explique que cette première phase de développement s'adresse aux utilisateurs « enseignants » seulement. Les autres rôles liés au site BIM en ligne (administrateur, conseiller pédagogique) sont en cours de développement et seront rendus disponibles ultérieurement. Elle montre l'accès à ce nouvel outil par Office 365 et les liens avec le portail enseignant. M^{me} Lalonde indique que des commissions scolaires volontaires pour piloter ce nouvel outil sont recherchées. Pour cette phase, des enseignants seront invités à commenter leur utilisation du nouvel outil, avant qu'il soit déployé à plus grande échelle, à l'hiver 2018. Pour les prochaines phases, les utilisateurs ayant d'autres rôles liés au site seront à leur tour invités à explorer puis à commenter le nouvel outil, dont le nom demeure à être confirmé.

10. ÉCHANGE ET PARTAGE EN LIEN AVEC L'ÉVALUATION

M^{me} Huberdeau témoigne de la frustration engendrée par l'inclusion de l'épreuve obligatoire de 6^e année du primaire de Mathématique dans le calendrier ministériel, ce qui exerce une pression sur les enseignants dans leur remise de notes et qui force à envoyer les bulletins pas la poste. M^{me} Provençal mentionne l'état d'attente quant à un possible assouplissement de ces dates de la part du Ministère et souligne la problématique engendrée par l'annonce de telles dates après la détermination des journées pédagogiques.

11. AUTRE(S) SUJET(S)

Les sujets ont été abordés au fil des autres points prévus à l'ordre du jour.

12. DATE DE LA PROCHAINE RENCONTRE DU COMITÉ : 11 MAI 2017

M^{me} Drapeau et M^{me} Provençal remercient les membres du Comité pour leur participation et leur collaboration. Elles leur rappellent la date de la prochaine rencontre, avant de les saluer et de clore la rencontre.